

## Après les émeutes urbaines, l'amertume des animateurs jeunesse des quartiers

Le Monde - 16 juillet 2023

**Avec les grandes vacances, ces professionnels de terrain sont en première ligne pour écouter la colère des jeunes après la mort de Nahel M. et maintenir le calme. Mais ils ont le sentiment de n'être sollicités que pour « éteindre les incendies », sans soutien pour faire face à la crise sociale qu'ils perçoivent.**

En apparence, le calme est revenu à Nanterre. *« On peut avoir l'impression que les habitants sont déjà passés à autre chose. Mais il suffit de tendre l'oreille pour entendre la colère, les traumatismes des gamins qui ont entendu des bruits assourdissants sous leurs fenêtres pendant plusieurs nuits, leur peur de la police, le sentiment d'injustice des jeunes »*, raconte Mamadou Diallo, cofondateur de l'association Zy'va, qui officie dans le quartier prioritaire de la politique de la ville du Petit-Nanterre depuis vingt-neuf ans.

Quelque cent cinquante jeunes du CP à la terminale y trouvent du soutien scolaire, un accompagnement social et des loisirs en soirée, le week-end et pendant les vacances. Alors, même si Mamadou Diallo en a assez que l'on attende de lui qu'il « apaise » les jeunes à chaque crise, déplorant le manque d'intérêt étatique pour leur action le reste du temps, lui et les trois salariés de l'association seront à pied d'œuvre cet été, *« pour les enfants d'abord, avec les moyens du bord »*. Dès cette première semaine de vacances, direction une base de loisirs francilienne en minibus pour se baigner.

A Pantin (Seine-Saint-Denis), Fayçal Benhamida, à la tête de l'un des quatre centres de loisirs pour les 11-17 ans, estime également que l'été est le *« temps fort »*. Il est 16 h 30, ce vendredi 7 juillet, dans le quartier prioritaire des Quatre-Chemins, l'école est enfin finie, des ados défilent dans le bureau du quadragénaire pour lui serrer la main. *« Il faut que ça ressemble à des vacances, avec des sorties en forêt, à Paris ou à Versailles. Mais, plus que d'habitude, on va prendre le pouls auprès des jeunes plutôt qu'être dans la boulimie d'activités, se poser, parler de la violence des derniers jours »*, explique ce Pantinois d'origine.

Il a lui-même fréquenté les centres de jeunesse de la ville avant d'y travailler et de s'y former, du BAFA au master 2 en sciences de l'éducation. *« Je sens déjà qu'on nous reprochera de ne pas en faire assez, d'être trop gentils... On n'est ni la protection judiciaire de la jeunesse ni l'aide sociale à l'enfance. On est dans une démarche de rattrapage social, pour tenter de combler le delta entre les acquis des jeunes de différentes classes sociales. On fait ce qu'on peut et au moins on est là, cinquante et une semaines sur cinquante-deux. »*

### « Plan d'action nécessaire »

Aux quatre coins de France, alors que commencent les grandes vacances, les animateurs jeunesse des quartiers populaires, rattachés à des services municipaux, des centres sociaux ou bien des associations locales, se sentent devenir les rares, voire les derniers, interlocuteurs institutionnels des jeunes qui ont pris ou non part aux émeutes.

Souad, qui ne souhaite pas donner son nom de famille, 50 ans, dont vingt-cinq d'animation dans les antennes jeunesse de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), a arpenté le terrain les soirs de révolte, avec quelques autres animateurs, sans élus à leurs côtés. *« On est des militants, on va dialoguer, c'est notre vocation. J'ai dit aux jeunes que je connais de ne pas se mettre en danger et de ne mettre personne en danger »*, raconte-t-elle, attablée à un café, à deux pas du centre administratif municipal qui a brûlé dans la nuit du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet.

Cette responsable de l'une des treize antennes dionysiennes, qui vient tout juste d'obtenir le diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, couplé à une licence en sciences de l'éducation, craint que les violences reprennent : *« Le coup de la cagnotte en soutien au policier, ça ne passe pas »*, raconte-t-elle, en référence à la cagnotte en ligne, clôturée depuis, qui a recueilli plus de 1,5 million d'euros en faveur de la famille du policier auteur du tir mortel sur Nahel M.

Toutes les cinq minutes, un habitant vient lui serrer la main en terrasse. « *J'en vois beaucoup grandir. Il y a les 11-17 ans que l'on capte dans les centres de jeunesse, mais aussi des plus âgés qui gravitent encore autour. J'observe des jeunes en errance qui ne sont nulle part et qui glissent, mécaniquement* », poursuit-elle. Si ce n'est pas son rôle premier, elle s'en préoccupe aussi : « *On doit entendre cet appel au secours des plus de 18 ans, accepter que certains ne sont pas en mesure d'entrer dans le monde adulte. C'est juste un fait.* »

Souad a cependant l'impression que personne n'écoute vraiment, et c'est tout le problème. Sa colère commence à déborder. « *Je veux bien tenir l'été, faire le pompier face à un incendie, mais il est nécessaire d'avoir un plan d'action à la rentrée. Ça fait vingt-cinq ans que nos moyens d'action se dégradent, que les services publics se retirent, on ne peut plus continuer comme ça* », lâche-t-elle.



Mamadou Diallo, cofondateur de l'association Zy'va, dans le quartier du Petit-Nanterre, à Nanterre, le 13 juillet 2023. PHILÉMON BARBIER / HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

Comme plusieurs professionnels de terrain interrogés, elle tire la sonnette d'alarme. « *La lecture sécuritaire des événements ne mène nulle part. Comme s'il s'agissait d'un affrontement*

*entre deux bandes rivales, les policiers contre les jeunes de quartier ! », peste, lui aussi, Mamadou Diallo, à Nanterre. « Est-ce qu'on peut mettre de la nuance et de la complexité dans le débat ? Et nous inclure ? On est sur le terrain depuis des décennies, on a une expertise et des solutions pour créer un environnement favorable pour la jeunesse. Nos jeunes vont aussi à la fac, montent des entreprises, c'est évidemment possible », assène-t-il.*

### **Plus envie de se taire**

Sa dernière réunion avec Patrick Jarry, maire de Nanterre, et Nadège Baptista, préfète déléguée pour l'égalité des chances dans les Hauts-de-Seine, qui ont reçu les acteurs associatifs après les émeutes, vendredi 7 juillet, n'a, selon lui, débouché sur rien : « *On nous a seulement laissés finir nos phrases, là où d'habitude on nous coupe pour nous dire qu'il n'y a pas de budget, pas de marge de manœuvre.* » Mamadou Diallo n'a plus envie de se taire. Il souhaite contribuer à une mobilisation des acteurs sociaux de terrain, qui pourrait prendre le relais de la colère des jeunes et la transformer en un message politique.



Des habitants écrivent ce qu'ils espèrent pour leur ville, lors de la fête du quartier du Petit-Nanterre, à Nanterre, le 13 juillet 2023. PHILÉMON BARBIER / HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

D'autant que le ras-le-bol est palpable à différents échelons. Les cadres de l'Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes (Andev), réunissant les responsables « éducation » de quelque 650 collectivités, ne mâchent pas non plus leurs mots. Samedi 1<sup>er</sup> juillet, les dirigeants de cette organisation ont été reçus en visioconférence, avec d'autres représentants du secteur de l'animation, par la secrétaire d'Etat chargée de la jeunesse et du service national universel, Sarah El Haïry, et ses équipes.

*« Nous avons expliqué qu'il fallait absolument réfléchir au désengagement institutionnel qu'on observait sur le terrain, à la dégradation des moyens d'action. Si des centres sociaux brûlent, c'est qu'il ne reste parfois plus qu'eux comme présence et symbole institutionnel »,* explique Rozenn Merrien, à la tête de l'Andev et directrice générale adjointe des services éducation, jeunesse et sport de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). Elle estime qu'on les a écoutés, *« comme régulièrement »*. *« Mais nous ne voyons pas arriver de réponses à la hauteur, et nos expertises locales sont très peu prises en compte »,* regrette-t-elle.

L'épuisement pointe. *« Prenons les parcours de réussite éducative, mis en place en 2005 afin d'organiser un suivi personnalisé de jeunes en difficulté. Les moyens ont été drastiquement réduits. Puis sont arrivées les cités éducatives en 2019, avec des objectifs similaires. Mais elles ont à peine été lancées que leur financement est lui aussi déjà remis en question ! Il n'y a plus de place pour le temps long »,* détaille Gihane Dridi, également membre de l'Andev et directrice générale adjointe à l'éducation de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), la septième collectivité dans laquelle elle officie en vingt ans.

C'est assez pour observer *« l'anxiété sociale des jeunes monter en flèche, bien plus que l'écoanxiété, une telle peur du déclassement et de l'échec qu'elle en devient paralysante »*. Cet été encore, elle sera donc sur le terrain, comme nombre de ses collègues, à l'écoute.



Lors de la fête du quartier du Petit-Nanterre, organisée par plusieurs associations, à Nanterre, le 13 juillet 2023. PHILÉMON BARBIER / HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

Iris Derceux